



COMMUNIQUÉ

des organisations syndicales des SDIS

Paris, le 6 août 2026

SÉCURITÉ CIVILE EN PÉRIL, L'AVEU D'ÉCHEC DE LA PRÉSIDENTENCE DE LA CNSIS

Les récentes déclarations* du président de la Conférence Nationale des Services d'Incendie et de Secours (CNSIS) témoignent **d'une déconnexion coupable** avec la réalité opérationnelle de notre pays.

Affirmer que la France ne manque pas de sapeurs-pompiers professionnels face à l'intensification des crises climatiques et à l'explosion des délais d'intervention quotidiens est **un déni de réalité** qui met directement en danger la population.

Lorsque neuf organisations syndicales s'unissent, ce n'est pas pour répondre à un calendrier électoral. C'est parce que **la ligne rouge de la rupture capacitaire est franchie**.

L'aveu du sous-effectif organisé

Monsieur Richefou valide lui-même notre constat lorsqu'il explique froidement que les départements ne peuvent engager leurs professionnels sur les feux de forêt sous peine de manquer d'effectifs pour assurer les gardes l'hiver. Un système de sécurité civile acculé à choisir entre éteindre les incendies estivaux ou garantir le secours d'urgence quotidien est **un système en faillite**. Maintenir les centres d'incendie et de secours sous perfusion en substituant massivement des emplois professionnels par du volontariat n'est pas une stratégie de défense, c'est **une rustine compta**ble.

Le vrai coût de la sécurité publique

Les sapeurs-pompiers n'ont pas à justifier le coût de leur exposition au danger, de leur pénibilité ou de leur disponibilité 24h/24. Notre salaire ne rémunère pas des privilèges, il finance un bouclier opérationnel permanent. Réduire l'organisation des secours à un tableau de dépenses de fonctionnement est **une faute politique**.

Le véritable enjeu n'est pas de savoir ce que coûte un professionnel aujourd'hui, mais ce que coûterait demain un service public incapable de secourir les citoyens dans des délais raisonnables. **La perte de chance** pour les victimes a déjà commencé.

Exigence de changement de gouvernance

Face à cette impasse, au blocage persistant du dialogue social et à l'incapacité de la gouvernance actuelle à anticiper les crises, la rupture est consommée.

L'intersyndicale exige officiellement **la démission** de monsieur Richefou de la présidence de la CNSIS.

La protection des Français exige une vision stratégique et des investissements massifs. Notre maison brûle et nous refusons d'être dirigés par ceux qui ne regardent que les cendres de leurs lignes comptables.

*pour France3 pays de la Loire